

Développement de projets de territoires (fiche nationale)

RNCP40623 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 6
Sigle	Licence Professionnelle — Licence professionnelle
Code(s) NSF	121, 340, 341
Formacode(s)	12523, 12516, 42638
Code(s) ROME	K1204, K1401, K1802, G1102, A1301
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/12/2029

Certificateur(s)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040

UNIVERSITE CLERMONT AUVERGNE · SIRET : 13002806100013

UNIVERSITE DE LA REUNION · SIRET : 19974478000016

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS · SIRET : 19753471200017

UNIVERSITE RENNES II HAUTE BRETAGNE · SIRET : 19350937900015

UNIVERSITE DE STRASBOURG · SIRET : 13000545700010

<https://www.unistra.fr/>

UNIVERSITE TOULOUSE II · SIRET : 19311383400017

UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE BORDEAUX III · SIRET : 19331766600017

ECOLE NATIONALE SUPERIEURE DE FORMATION DE L'ENSEIGNEMENT AGRICOLE · SIRET : 19310143300012

NIMES UNIVERSITE · SIRET : 93249157400012

Partenaires habilités

17 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 17 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
ASSOCIATION DE GESTION DU CNAM DE MARTINIQUE	39064039900015	Former et organiser l'évaluation
ASSOCIATION DE GESTION DU CNAM EN REGION OCCITANIE	49189213900016	Former et organiser l'évaluation
ASSOCIATION DE GESTION DU CONSERVATOIRE DES ARTS ET METIERS	34896746400028	Former et organiser l'évaluation
ASSOCIATION DE GESTION DU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS DE LA REUNION	44338132200025	Former et organiser l'évaluation
ASSOCIATION DE GESTION DU CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET METIERS EN GUADELOUPE	39174243400015	Former et organiser l'évaluation
ASSOCIATION DE GESTION DU CONSERVATOIRE NATION DES ARTS ET METIERS AUVERGNE-RHONE-ALPES	44320628900045	Former et organiser l'évaluation

CNAM BOURGOGNE FRANCHE-COMTE	3402231630 0023	Former et organiser l'évaluation
CNAM BRETAGNE - AGCNAM	4341136190 0119	Former et organiser l'évaluation
CNAM CENTRE-VAL DE LOIRE - AGCNAM	4491135700 0013	Former et organiser l'évaluation
CNAM GRAND EST	8230413480 0017	Former et organiser l'évaluation

Liste complète des 17 partenaires habilités : <https://data.aktaconseil.fr/certifications/rncp40623-developpement-de-projets-de-territoires-fiche-nationale/partenaires>

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

La licence professionnelle est un diplôme national de l'enseignement supérieur qui confère à son titulaire le grade de licence. Elle confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivrée. La licence professionnelle poursuit un objectif d'insertion professionnelle et elle est organisée pour favoriser la formation tout au long de la vie.

La licence professionnelle favorise la personnalisation des parcours de formation et offre des dispositifs d'accompagnement pédagogique, en tenant compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

La licence professionnelle "Développement de projets de territoires" vise à former des professionnels capables de répondre aux problématiques nouvelles auxquelles sont confrontés les territoires dans leurs stratégies de développement.

Pour répondre à ces multiples défis (reconfigurations administratives et concurrence accrue entre territoires, nouvelles tendances et évolution des modes de vie, contexte politique et économique, évolutions numériques, économie sociale et solidaire, ressources naturelles du territoire, etc.), ils ont besoin de professionnels capables d'accompagner les changements et les transitions sociales et environnementales pour répondre aux contextes mouvants de notre société.

ACTIVITÉS VISÉES

- Coordination entre ingénierie de développement et politique d'aménagement
- Analyse des composantes des territoires du point de vue socio-économique, culturel, environnemental, sociologique et politique
- Identification des axes d'intervention selon les besoins en développement local
- Animation de projet de développement
- Stratégies de communication interne et externe
- Participation à la conception et à la mise en œuvre de projets de valorisation territoriale
- Recherche de financements et de partenaires (appels à projets, mécénat)
- Évaluation des projets de développement
- Veille réglementaire (politiques publiques, projets structurants...) et techniques (dispositifs de financements, outils...)

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences transversales

- Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information ainsi que pour collaborer en interne et en externe
- Identifier et sélectionner avec esprit critique diverses ressources dans son domaine de spécialité pour documenter un sujet
- Analyser et synthétiser des données en vue de leur exploitation
- Développer une argumentation avec esprit critique
- Se servir aisément des différents registres d'expression écrite et orale de la langue française
- Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non ambiguë, dans au moins une langue étrangère
- Identifier et situer les champs professionnels potentiellement en relation avec les acquis de la mention ainsi que les parcours possibles pour y accéder

- Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel en fonction d'un contexte
 - Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs
 - Situer son rôle et sa mission au sein d'une organisation pour s'adapter et prendre des initiatives
 - Travailler en équipe et en réseau ainsi qu'en autonomie et responsabilité au service d'un projet
 - Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique
 - Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
 - Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles
- Compétences spécifiques**
- Analyser les dynamiques d'un territoire pour comprendre les stratégies des acteurs publics et privés en mobilisant des données et des outils des sciences humaines
 - Mettre en perspective les besoins des usagers et les spécificités d'un territoire pour apporter un conseil auprès des décideurs
 - Concrétiser un projet de développement territorial en synthétisant l'ensemble des études et données disponibles, notamment sur les politiques publiques existantes
 - Assurer une veille réglementaire (politiques publiques, projets structurants...) et technique (financements, outils...)
 - Participer à l'élaboration du plan d'action d'un projet de développement en intégrant les préoccupations liées aux transitions sociales (économie sociale et solidaire) et en veillant à respecter l'ensemble des ressources naturelles du territoire
 - Coordonner ou animer des dispositifs d'action publique à destination des acteurs d'un territoire (institutionnels, associatifs, politiques, privés, etc.)
 - Participer à la recherche de fonds (mécénat, subventions, appels à projets, etc.) et à l'élaboration du budget des actions en lien avec la réglementation des structures publiques et associatives
 - Assurer le suivi d'un projet de développement et son évaluation dans une démarche qualité
 - Mettre en œuvre une communication interne et externe en utilisant des techniques d'information et de communication adaptées à l'information de publics spécifiques : usagers, acteurs locaux, administrations publiques, associations
 - Échanger des informations sur les stratégies de développement local lors de rencontres professionnelles ou aux différentes étapes de déploiement d'un projet
 - Participer à la coordination du réseau de partenaires institutionnels afin de soutenir le développement d'un projet
 - Déployer des solutions de marketing territorial afin de valoriser un produit, un territoire pour s'adapter à la demande des consommateurs et usagers

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national.

Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Blocs de compétences

RNCP40623BC01 — Utiliser les outils numériques de référence

LISTE DE COMPÉTENCES

Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information ainsi que pour collaborer en interne et en externe

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40623BC02 — Exploiter des données à des fins d'analyse

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier et sélectionner avec esprit critique diverses ressources dans son domaine de spécialité pour documenter un sujet
- Analyser et synthétiser des données en vue de leur exploitation
- Développer une argumentation avec esprit critique

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation,

évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40623BC03 — S'exprimer et communiquer à l'oral, à l'écrit, et dans au moins une langue étrangère

LISTE DE COMPÉTENCES

- Se servir aisément des différents registres d'expression écrite et orale de la langue française
- Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non ambiguë, dans au moins une langue étrangère

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40623BC04 — Se positionner vis à vis d'un champ professionnel

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier et situer les champs professionnels potentiellement en relation avec les acquis de la mention ainsi que les parcours possibles pour y accéder
- Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel en fonction d'un contexte
- Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40623BC05 — Agir en responsabilité au sein d'une organisation professionnelle

LISTE DE COMPÉTENCES

- Situer son rôle et sa mission au sein d'une organisation pour s'adapter et prendre des initiatives
- Travailler en équipe et en réseau ainsi qu'en autonomie et responsabilité au service d'un projet
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40623BC06 — Réaliser un diagnostic et/ou un audit en aménagement de territoire local ou de tourisme.

LISTE DE COMPÉTENCES

- Analyser les dynamiques d'un territoire pour comprendre les stratégies des acteurs publics et privés en mobilisant des données et des outils des sciences humaines
- Mettre en perspective les besoins des usagers et les spécificités d'un territoire pour apporter un conseil auprès des décideurs
- Concrétiser un projet de développement territorial en synthétisant l'ensemble des études et données disponibles, notamment sur les politiques publiques existantes

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40623BC07 — Accompagner la mise en œuvre de politiques publiques

LISTE DE COMPÉTENCES

- Assurer une veille réglementaire (politiques publiques, projets structurants...) et technique (financements, outils...)
- Participer à l'élaboration du plan d'action d'un projet de développement en intégrant les préoccupations liées aux transitions sociales (économie sociale et solidaire) et en veillant à respecter l'ensemble des ressources naturelles du

territoire

- Coordonner ou animer des dispositifs d'action publique à destination des acteurs d'un territoire (institutionnels, associatifs, politiques, privés, etc.)
- Participer à la recherche de fonds (mécénat, subventions, appels à projets, etc.) et à l'élaboration du budget des actions en lien avec la réglementation des structures publiques et associatives
- Assurer le suivi d'un projet de développement et son évaluation dans une démarche qualité

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP40623BC08 — Communiquer sur un projet de développement de territoire ou de tourisme

LISTE DE COMPÉTENCES

- Mettre en œuvre une communication interne et externe en utilisant des techniques d'information et de communication adaptées à l'information de publics spécifiques : usagers, acteurs locaux, administrations publiques, associations
- Échanger des informations sur les stratégies de développement local lors de rencontres professionnelles ou aux différentes étapes de déploiement d'un projet
- Participer à la coordination du réseau de partenaires institutionnels afin de soutenir le développement d'un projet
- Déployer des solutions de marketing territorial afin de valoriser un produit, un territoire pour s'adapter à la demande des consommateurs et usagers

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- A : Agriculture, sylviculture, pêche
- O : Administration publique
- R91 : Bibliothèques, archives, musées et autres activités culturelles
- S : Hôtellerie, tourisme, loisirs

Cette mention prépare aux métiers du développement des territoires dans des secteurs variés tel que le tourisme, le patrimoine, l'économie sociale et solidaire, l'agriculture, l'environnement...

Sous réserve des conditions de recrutement, les emplois pourront être notamment exercées dans les collectivités territoriales.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Chargé de mission auprès des collectivités territoriales
- Chargé de projet en aménagement du territoire
- Chargé de développement local
- Chargé de mission en développement rural
- Agent de médiation dans les champs de l'agriculture et de l'environnement
- animateur et médiateur des collectivités territoriales, économie sociale et solidaire
- animateur de territoire
- Chargé de mission, de promotion et de valorisation des territoires
- Chargé du tourisme local
- Chargé d'ingénierie touristique
- Chargé de promotion du patrimoine
- animateur de patrimoine

Après 3 à 5 années d'expérience professionnelle, les diplômés pourront accéder à des postes de chefs de services ou responsables de structures : conseiller en gestion des territoires, consultant territorial

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 2 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Intensité d'embauche, Non-attractivité salariale
Salaire médian (mensuel)	2 085 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+2 (DUT, BTS, Deug ou équivalent) en services aux personnes (37 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	A2X70 — Techniciens et agents d'encadrement d'exploitations agricoles · tension 4/5 (Élevée) A2X90 — Ingénieurs, cadres techniques de l'agriculture · tension 3/5 (Modérée) J4X63 — Employés du tourisme et agent de billetterie des transports · tension 2/5 (Faible) J5X81 — Techniciens et agents de maîtrise du tourisme · tension 2/5 (Faible) J6X90 — Cadres des transports et du tourisme · tension 3/5 (Modérée) V4X85 — Professionnels de l'action sociale · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	20 930
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	29 %
Familles professionnelles (FAP)	A2X70 — Techniciens et agents d'encadrement d'exploitations agricoles A2X90 — Ingénieurs, cadres techniques de l'agriculture J4X63 — Employés du tourisme et agent de billetterie des transports J5X81 — Techniciens et agents de maîtrise du tourisme J6X90 — Cadres des transports et du tourisme V4X85 — Professionnels de l'action sociale

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Leur composition comprend :

- une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation
- des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements
- des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements

COMPOSITION DU JURY — VAE

Articles L6411-1 à L6423-3 du Code du travail

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	6 754 €
-------------------------	---------

Selon la branche 6 000 € – 7 649 €

Prise en charge	Branches concernées
6 754 €	Valeur par défaut · 207 branches
7 649 €	CPNEFP de la branche des industries de produits alimentaires élaborés, CPNIEFP dans la coopération agricole
7 647 €	CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
6 316 €	CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil
6 312 €	CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire
6 000 €	CPNEFP de la métallurgie

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement 31/12/2029

Date de dernière délivrance possible 31/12/2033

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS
RNCP30059

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://www.cnam.fr/>

<https://www.ensfea.fr/>

<https://www.unimes.fr/>

<https://www.u-bordeaux-montaigne.fr/fr/index.html>

<https://www.uca.fr/>

<https://www.univ-reunion.fr/>

<https://www.unistra.fr/>

<https://www.univ-tlse2.fr/>

<https://www.univ-rennes2.fr/>

Données en open data : Insertion professionnelle des diplômés

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/40623/>

Où se former

Formations référencées	5
Organismes	5
Régions couvertes	5
Prix indicatif	2 500 € – 6 184 €
Durée	789 – 1080 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	4
Parcours menés à terme	2
Taux d'achèvement	50 %
Période	09/2025 – 06/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	6
Montant total engagé	21 815 €
Coût moyen par dossier	3 636 €
Durée moyenne	1032 h
Période	06/2025 – 07/2026
France compétences	68 %
France Travail	19 %
Reste à charge titulaire	12 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.